

Résilience et défis économiques aux Comores

 Bachir Ankidine @

Centre de Recherche en Économie et Management (CREM), EDT GOUVSOMU (UF), Madagascar

Received: 30/09/2024

Revised: 25/11/2024

Accepted: 08/12/2024

Citation (APA)

Bachir, A., (2024). Résilience et défis économiques aux Comores. *Revue d'Études Sino-Africaines*, 3(3), 52-66.
<https://doi.org/10.56377/jsas.v3n3.5266>

Résumé

Dans le contexte du développement économique et social, la résilience se définit comme la capacité d'une communauté à absorber des chocs économiques, environnementaux ou sociaux de nature diverse et variée. Mais c'est surtout la capacité à se rétablir précipitamment tout en tirant des leçons de ce malaise économique pour construire des perspectives solides et durables. La résilience, lorsqu'elle fait face aux défis économiques aux Comores, devient une question alarmante puisque les multiples contraintes qui s'y pèsent déterminent l'état sous-développé de son économie. L'archipel subit plusieurs revers liés à des enjeux économiques complexes comme une faible diversification de l'économie, une pauvreté spectaculaire, une croissance considérable du chômage, une inflation grandissante, une accumulation de la dette publique et une vulnérabilité environnementale. Tous ces aléas économiques empêchent la création d'emplois et l'accroissement du produit intérieur brut. Ce qui conduit à une vulnérabilité accrue des contraintes économiques. La dépendance excessive à l'agriculture de subsistance rend aussi les Comores vulnérables aux variations des prix des matières premières et aux événements climatiques outrés. Cela entraîne des défis majeurs pour la stabilité économique et le développement durable du pays. L'intérêt de cette recherche est d'analyser la résilience économique des Comores en modélisant certaines variables économiques comme le produit intérieur brut, la dette publique et le taux de chômage. Les résultats économétriques obtenus sont significatifs, avec un coefficient de détermination de 52% et une p-value de 18%. Malgré cette affirmation, il est quasi important de favoriser une économie plus diversifiée et compétitive afin de garantir la stabilité économique, la création d'emplois, l'innovation, la réduction des inégalités, l'accès à des nouveaux marchés et le développement durable.

Mots clés : Résilience ; défis économiques ; pauvreté ; chômage et croissance.

Economic resilience and challenges in the Comoros

Abstract

In the context of economic and social development, resilience is defined as the capacity of a community to absorb economic, environmental or social shocks of a diverse and varied nature. But above all it is the ability to recover quickly while learning from this economic malaise to build solid and lasting prospects. Resilience, when facing economic challenges in Comoros, becomes an alarming issue since the multiple constraints that weigh there determine the underdeveloped state of its economy. The archipelago is suffering several setbacks linked to complex economic issues such as poor diversification of the economy, spectacular poverty, considerable growth in unemployment, growing inflation, accumulation of public

debt and environmental vulnerability. All these economic hazards prevent job creation and growth in gross domestic product. Which leads to increased vulnerability to economic constraints. Overreliance on subsistence agriculture also makes Comoros vulnerable to fluctuations in commodity prices and extreme weather events. This poses major challenges for the economic stability and sustainable development of the country. The interest of this research is to analyze the economic resilience of the Comoros by modeling certain economic variables such as gross domestic product, public debt and the unemployment rate. The econometric results obtained are significant, with a coefficient of determination of 52% and a p-value of 18%. Despite this assertion, it is almost important to promote a more diversified and competitive economy in order to guarantee economic stability, job creation, innovation, reduction of inequalities, access to new markets and sustainable development.

Keywords: Resilience; economic challenges; poverty; unemployment and growth.

I. Contexte /Introduction

La résilience face aux défis économiques fait référence à la capacité d'une économie à s'adapter ou à faire face aux difficultés économiques. Pour (Stiglitz, 2012), la résilience économique est la faculté d'une économie à absorber les secousses et à réagir promptement aux nouvelles circonstances, tout en favorisant la croissance économique. Elle se caractérise par la capacité d'une économie à maintenir sa stabilité et à promouvoir la croissance économique face aux chocs et aux crises auxquelles elle résiste (Rajan, 2010). La résilience économique est essentielle pour faire face à un monde complexe et instable. Cependant, il est nécessaire de mettre en place des politiques qui encouragent la flexibilité et l'adaptabilité des marchés pour renforcer la résilience économique et promouvoir une croissance durable (Duval & Vogel, 2008).

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a indiqué plusieurs chocs influant sur les systèmes économiques, environnementaux et sociaux. Parmi ceux-ci, le choc financier est un sujet qui affecte négativement le système financier d'un pays ou d'une région. Il englobe les crises bancaires, les krachs boursiers, les crises de la dette, les fluctuations des taux de change et d'autres turbulences économiques. Tel est le cas du choc financier de 2008 appelé la crise des Subprimes qui a laissé derrière elle des répercussions sur l'économie mondiale, dont certains chercheurs approuvent qu'elle soit causée en grande partie par un mécanisme d'inégalité surnommé instabilité financière (Kumhof & Rancière, 2010). En revanche, les chocs environnementaux font partie des événements qui perturbent l'économie mondiale et ceux-ci généralisent les catastrophes naturelles (ouragans, inondations, tremblements de terre, incendies de forêts), les changements climatiques et la dégradation des écosystèmes. Ce fut l'exemple des Comores avec le cyclone Kenneth en 2019, qui a causé la mort de six personnes et fait 200 blessés. La production agricole a subi des perturbations majeures, mettant en péril à la fois la sécurité alimentaire et modifiant la structure économique du pays. Dans ce contexte difficile, la résilience économique est cruciale pour s'adapter à ces changements. (Adjimaël, 2020) Adjimaël a clairement montré que la réhabilitation postérieure au passage du cyclone Kenneth repose en grande partie sur l'engagement et la contribution de la communauté locale, avec le soutien de la diaspora. Les conflits sociaux ont aussi des effets néfastes sur l'économie. Ils peuvent entraîner la destruction des infrastructures, perturber les activités économiques, augmenter le chômage et les coûts de sécurité, apporter une perte de revenus fiscaux, détériorer la confiance des investissements et la monnaie nationale et réduire les échanges internationaux (Dominic, 2018).

L'archipel des Comores se localise dans l'océan Indien entre les côtes de Madagascar et de Mozambique. Il se compose de quatre îles : Grande Comore (Ngazidja), Mohéli (Mwali), Anjouan (Ndzuwani) et Mayotte. Malgré l'accession à la souveraineté nationale en 1975, Mayotte est restée sous l'administration française. Le pays possède des ressources naturelles telles que les sols fertiles, des forêts tropicales et une biodiversité marine riche (Andilyat et al., 2022) En raison de sa position géographique, l'archipel est en proie aux vulnérabilités climatiques et aux catastrophes naturelles. Avec une population estimée à 869 595 en 2020, les îles de l'Union des Comores sont densément peuplées. Cette forte densité entraîne une pression sur les ressources naturelles et l'environnement. Ce qui rend la population Comorienne plus susceptible de subir des chocs économiques, des catastrophes naturelles et les impacts du changement climatique. Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 et le cyclone Kenneth ont engendré des répercussions sur l'économie des Comores. Ces deux crises successives ont entraîné une baisse du taux de croissance dans le pays. Alors que le monde devait reconstruire les économies post-COVID, l'invasion de l'Ukraine par la Russie continue de ravager l'économie mondiale. Selon (Julien & De Ubeda, 2022) « la dépendance aux exportations ukrainiennes et russes de produits agricoles, mais aussi d'énergie et de matériaux nécessaires à la production d'infrastructures est devenu un problème de taille depuis le début de la guerre pour certaines économies du continent africain. ». Cette invasion perturbe les marchés mondiaux des matières premières. C'est le cas des Comores qui vivent une flambée des prix des produits de base importés (hydrocarbures et produits alimentaires). Le Fonds Monétaire International (FMI) affirme que « l'inflation est passée de 7,1 % à la fin de 2021 à un nouveau record de 11,4 % à la mi-2022 et devrait atteindre environ 17 % à la fin de 2022 ». Cette guerre géopolitique affecte également les marchés monétaires et entrave les échanges internationaux. La dette globale des Comores s'alourdit en raison du faible taux de croissance.

La situation économique des Comores est marquée par des défis économiques et une nécessité de développer une résilience économique. Face à cela, comment le pays peut-il renforcer la résilience économique pour faire face aux défis économiques ? L'intérêt de cette étude est d'analyser les défis économiques des Comores pour déterminer la résilience économique du pays. La grande hypothèse de cette analyse est la suivante : une croissance du produit intérieur brut (PIB), conjuguée à une bonne gestion de la dette publique et à un faible taux de chômage, peut entraîner la résilience économique des Comores.

1.1 Faits stylisés

L'analyse du contexte économique des Comores met en évidence divers aspects économiques. Ces éléments sont fondamentaux pour comprendre les dynamiques de croissance et de développement du pays. De plus, ils mettent en lumière les défis socio-économiques auxquels les Comores doivent faire face. Il est crucial de mener une évaluation approfondie de ces éléments afin de concevoir des stratégies de croissance efficaces.

1.2 Chômage et inflation

Le chômage est dû à une insuffisance de la demande globale dans l'économie (Ghislain, 2018). Le taux de chômage est une mesure qui indique la proportion de la population active qui est sans emploi et à la recherche d'un emploi. Il peut avoir plusieurs formes : chômage frictionnel, chômage structurel, chômage saisonnier, chômage conjoncturel, chômage volontaire, chômage partiel, etc. Les jeunes aux Comores sont les plus affectés par cette situation désastreuse de chômage. Pour cause de cette forme de chômage : éducation inadaptée, manque d'emplois formels, manque d'opportunités entrepreneuriales, concurrence accumulée et manque d'orientation professionnelle (Anriddine, 2023). Pour atténuer cette situation de

chômage, l'État doit augmenter les dépenses publiques ou réduire les taux d'intérêt pour stimuler l'investissement.

L'inflation est un concept économique qui se réfère à l'augmentation générale des prix des biens et des services dans une économie bien déterminée comme les Comores. D'après (Joël, 1998), « c'est un déséquilibre global qui se traduit par une augmentation générale des prix. L'inflation fait intervenir toutes les parties et tous les mécanismes de l'économie (production, revenu, prix) ». La cause fondamentale de l'inflation est constante et la même : elle se produit lorsque la quantité de la monnaie augmente plus rapidement que la production globale (Milton, 1976). L'inflation aux Comores peut avoir plusieurs causes souvent complexes : croissance de la masse monétaire, augmentation des coûts de production, inflation importée, dépréciation de la monnaie nationale et indexation des salaires. L'inflation importée est la plus constatée aux Comores et se réfère à l'augmentation des prix des produits importés. Elle a un impact significatif sur l'économie des Comores, étant donné sa dépendance aux produits importés. Cette situation affecte le pouvoir d'achat des ménages et peut contribuer à la détérioration des conditions économiques générales.

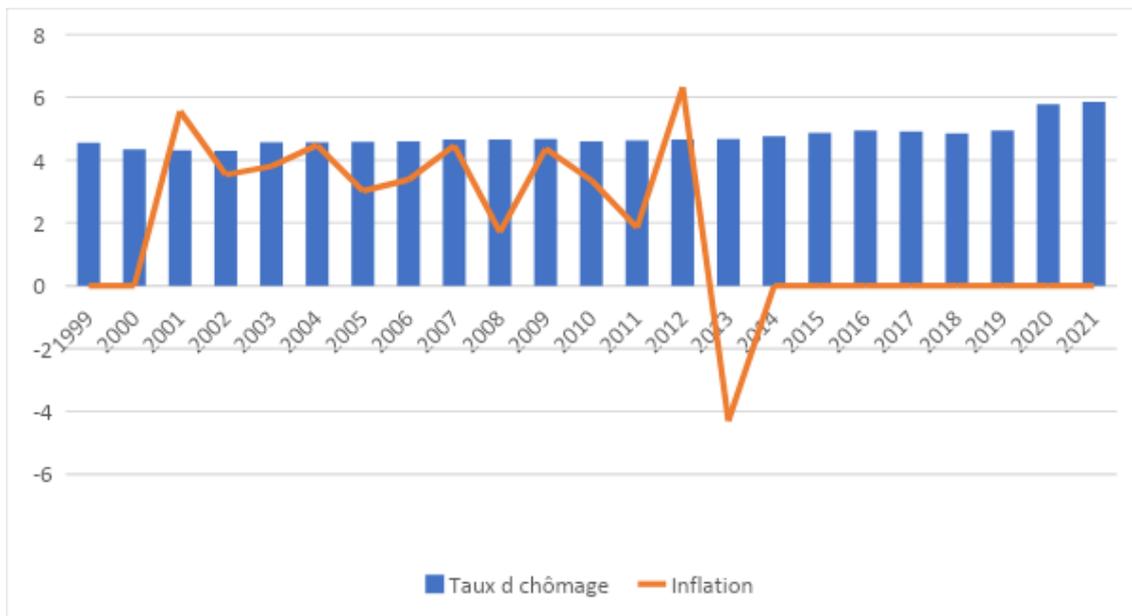


Figure I : Variation du taux de chômage et de l'inflation
Données de la Banque Mondiale (2023)

I.2 Pauvreté et dépendance économique

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale en mars 2023, « un quart de la population comorienne vit en dessous du seuil de pauvreté nationale, et 10 % de la population risque de tomber en dessous du seuil de pauvreté nationale en cas de chocs économiques inattendus ». (Lelart, 2007) considère que la pauvreté « est définie quantitativement comme étant un certain revenu par personne par jour ou par an, sans la disposition d'un patrimoine, mais elle est aussi qualitative où elle tient compte des conditions de vie ». Pour lui, la pauvreté se caractérise suivant le niveau de vie (monétaire ou multidimensionnel) et par rapport à un seuil (relatif, absolu ou subjectif). Par ses différents mécanismes, elle oblige les individus à faire des choix sous-optimaux (Stéphane et al., 2017). (Sen, 1993) affirme « qu'il y a une raison forte pour juger l'avantage individuel en termes de possibilités. Dans cette perspective, la pauvreté doit être

vue comme une privation des besoins de base plutôt qu'un bas revenu qui est le critère standard de la pauvreté ».

L'Union des Comores comme d'autres pays du Sud fait face à diverses formes de pauvreté qui touchent la population. Le taux de pauvreté monétaire mesure « la proportion de la population dont la consommation totale mensuelle (ajustée en fonction des prix) par personne est inférieure au seuil de pauvreté national établi sur la base des coûts de besoins essentiels ». La pauvreté monétaire ou relative scrute les individus qui n'ont pas de revenu suffisant pour satisfaire leurs besoins de base, à savoir l'éducation, la santé, la nourriture, les soins, etc. Quant à la pauvreté alimentaire, elle se caractérise par un manque d'accès à une alimentation et cela se produit lorsque les ménages n'ont pas les ressources pour satisfaire leurs besoins alimentaires (Denis et al., 2007). Cette carence alimentaire se joint à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Une étude sur la dimension de la pauvreté et du genre aux Comores a révélé certains seuils concernant la paupérisation entre 2004 et 2014.

Tableau I : Seuils de pauvreté

| Strate | 2004 | 2014 |
|---|---------|---------|
| Seuils alimentaires (en KMF) | | |
| Moroni | | 215 670 |
| Reste de Ngazidja | 182 248 | 218 882 |
| Ndzouani | 139 510 | 204 158 |
| Mwali | 151 256 | 204 084 |
| Seuils de la pauvreté extrême (en KMF) | | |
| Moroni | | 304 649 |
| Reste de Ngazidja | 285 144 | 307 048 |
| Ndzouani | 217 287 | 267 845 |
| Mwali | 274 725 | 281 261 |

Source : Rapport PNUD (2005) et Banque africaine de développement (2014)

La pauvreté rurale est une forme de pauvreté qui touche les populations vivant dans des zones rurales aux Comores, contrairement à la pauvreté urbaine qui affecte les populations urbaines. Cette pauvreté rurale se caractérise par un accès limité aux ressources économiques, à l'éducation et aux services de santé. La pauvreté urbaine se réfère à l'accès inégal des services de base, au chômage et au sous-emploi (Gwénaël, 2019).

Tableau 2 : Variation de l'incidence de pauvreté

| | Insécurité alimentaire | | | Pauvreté extrême | | |
|--------|------------------------|------|------------|------------------|------|-------------|
| | 2004 | 2014 | Variation | 2004 | 2014 | Variation |
| | Milieu | | | | | |
| Urbain | 15,5 | 11,6 | -3,9 (2,7) | 34,6 | 24,3 | -10,3 (4,1) |
| Rural | 23,9 | 28,7 | 4,8 (3,7) | 48,7 | 43,1 | -5,6 (4,1) |

Source : Rapport PNUD (2005) et Banque africaine de développement (2014)

Cependant, la réduction de la pauvreté dans l'Union des Comores reste un grand défi économique. D'où certaines stratégies pour combattre la pauvreté : promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat, accès aux services de santé de base, développement rural, adaptation aux changements climatiques, sécurité sociale, bonne gouvernance et lutte contre la corruption, promotion de l'égalité du genre, accès à l'éducation, etc.

La dépendance économique aux Comores est un défi économique important à accommoder. Selon (Bachir, 2023), « la dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance reste un défi à relever aux Comores ». Elle peut limiter les perspectives du développement économique (Paul, 2007). Cette dépendance agricole peut avoir plusieurs conséquences économiques et sociales dans le pays :

- Vulnérabilité aux chocs climatiques : l'agriculture est vulnérable aux aléas climatiques tels que les inondations, la sécheresse et d'autres phénomènes.
- Instabilité des revenus : le revenu des cultivateurs dépend des conditions météorologiques et des prix des produits.
- Accès limité aux marchés : les agriculteurs ont souvent un accès limité aux marchés, puisqu'ils vendent leurs produits sur des marchés locaux ou les consomment eux-mêmes.
- Emigration rurale : par ce mécanisme, nombreux sont ceux qui quittent le milieu rural à la recherche des meilleures opportunités économiques.
- Faible diversification économique : la dépendance à cette agriculture entraîne une faible diversification économique et fait que beaucoup de personnes n'ont pas d'autres sources de revenus en dehors de l'agriculture.
- Pauvreté : les revenus agricoles limités ne répondent pas aux besoins de base, notamment la nourriture et l'éducation.

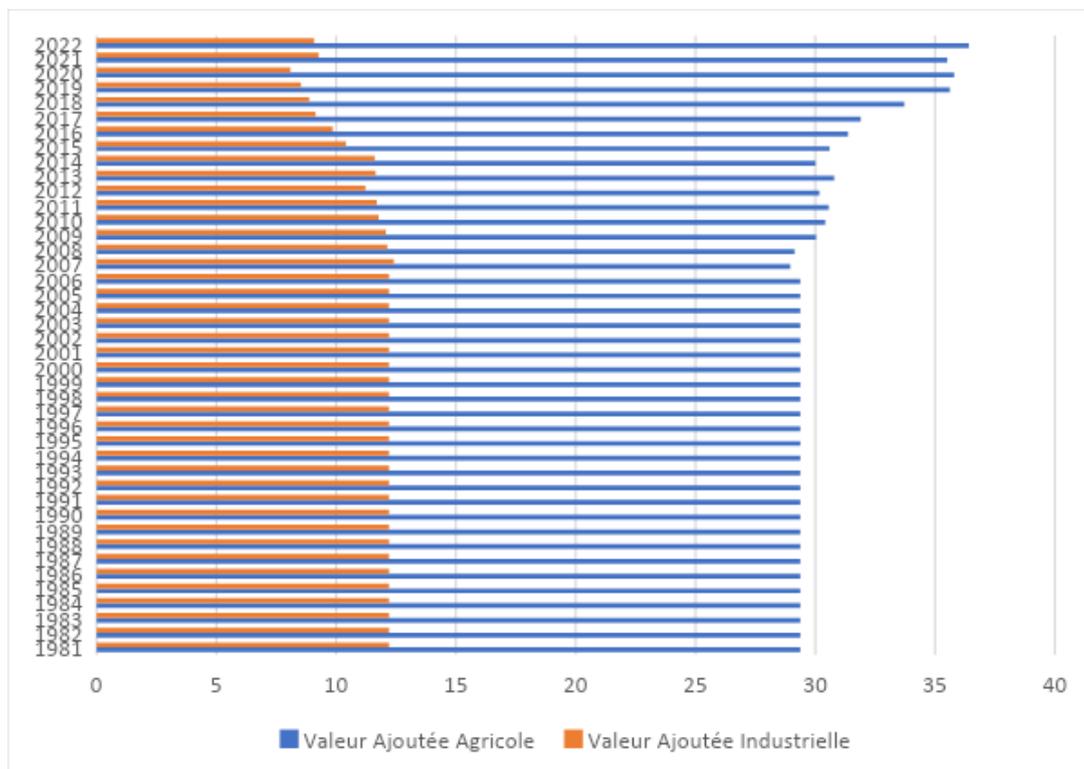


Figure 3 : Valeur ajoutée agricole et industrielle
Données de la Banque Mondiale (2023)

I.3 Balance de paiement, dette publique et croissance économique

La balance de paiement est un état statistique qui retrace l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents et le monde extérieur au cours d'une période déterminée. Elle comporte généralement trois composantes principales : la balance courante (transactions de biens, de services et de transferts courants), la balance des capitaux (transactions financières à court terme) et la balance financière (transactions financières à long terme). Comme la plupart des pays du Sud, les Comores ont une balance de paiement déficitaire.

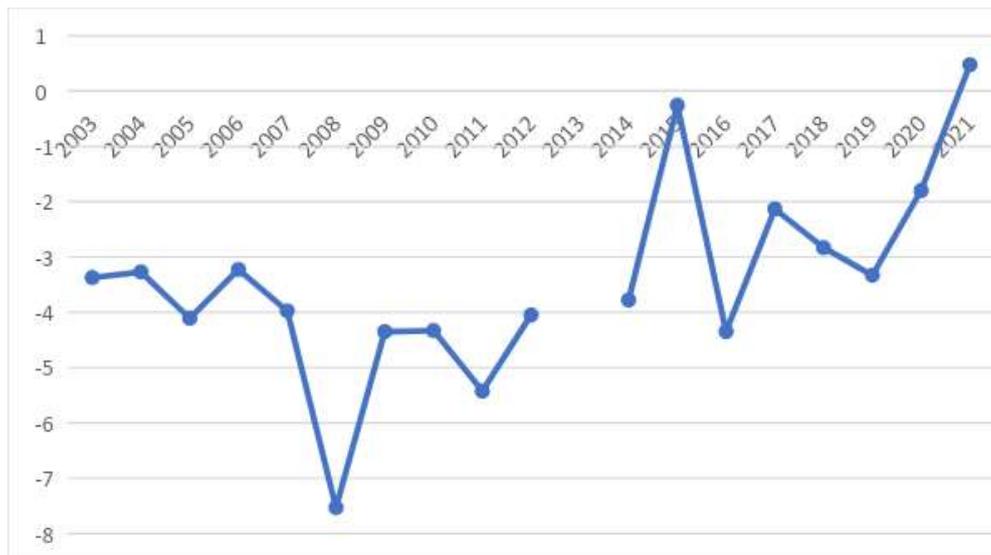


Figure : Balance des paiements courants (% du PIB) Données de la Banque Mondiale (2024)

Ce déficit dans la balance des paiements note que les Comores dépensent plus pour des biens, des services et des investissements à l'étranger qu'ils n'en reçoivent. Cette situation entraîne plusieurs défis économiques, dont la dépendance à l'égard des financements extérieurs, la pression sur la monnaie nationale, l'inflation potentielle, les contraintes budgétaires et la vulnérabilité aux chocs économiques externes.

Cependant, le pays doit promouvoir les exportations, diversifier l'économie, stimuler l'investissement étranger, améliorer la compétitivité, contrôler et limiter les importations, gérer les flux de capitaux, favoriser la coopération régionale et internationale, adopter des politiques monétaires et de change appropriées.

Le niveau d'une dette publique élevée est la conséquence associée à des taux de croissance économiques plus faibles (Reinhart & Rogoff, 2009). Les répercussions de l'accumulation de la dette publique d'un pays comme les Comores sont énormes :

- Dépendance aux marchés financiers : cette dépendance s'explique par des nouvelles dettes pour refinancer la dette existante. Cependant, les fluctuations des taux d'intérêt et la perception des investisseurs sur la solvabilité du pays peuvent avoir un impact sur les coûts d'emprunt à venir.
- Dégradation de la notation de crédit ou déclassement : au cas où la dette publique atteint un niveau élevé, l'agence de notation financière réduit la cote de crédit attribuée à une entité.
- Restriction budgétaire : cette restriction se réfère à un niveau de revenu limité, aux dettes élevées, aux politiques budgétaires restrictives, à l'impact sur la gestion financière et à la pression budgétaire.

- Risque de crise de la dette ou risque souverain : cette crise suppose qu'une entité souveraine ne peut pas rembourser sa dette ou ne puisse le faire qu'avec des difficultés conséquentes. Cette forme de crise impacte les marchés financiers et rend l'économie faible.
- Charge d'intérêts courus : celle-ci est la conséquence immédiate et se manifeste par une augmentation des paiements d'intérêts sur la dette. Cette situation a un impact sur la marge budgétaire de l'État, car les revenus fiscaux sont directement consacrés au remboursement des intérêts.
- **PRESSION** sur la monnaie nationale : l'augmentation de la dette publique peut entraîner une dépréciation de la monnaie nationale. Cela peut rendre les importations plus chères et contribuer à l'inflation des produits importés.

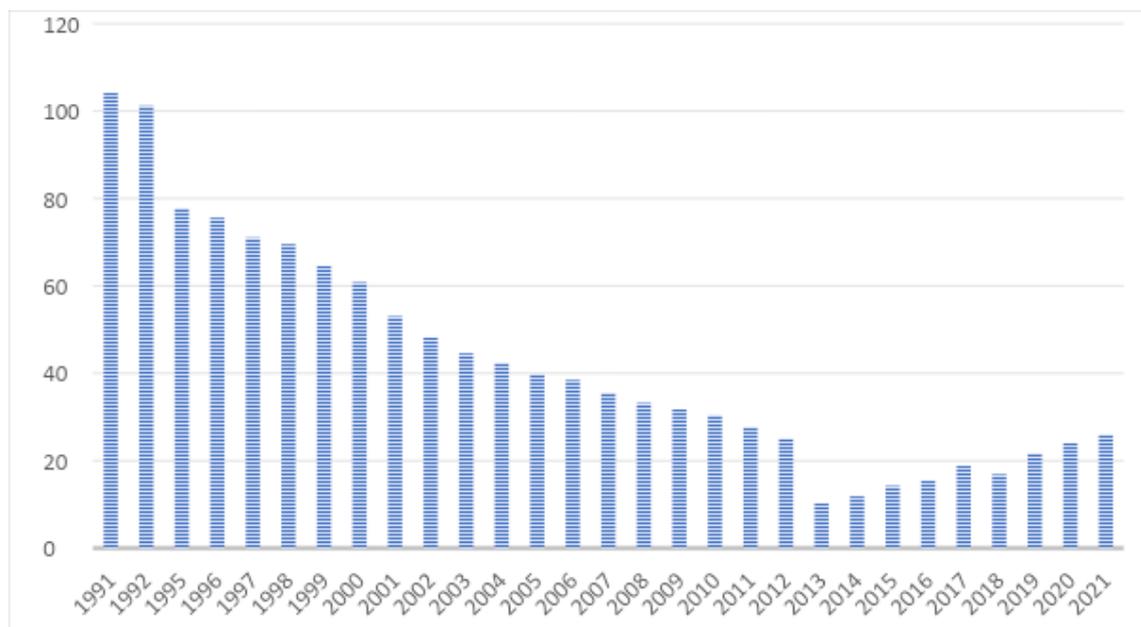


Figure 2 : Dette publique en pourcentage du PIB
countryeconomy.com (2023)

La croissance économique est un concept clé pour quantifier l'économie d'un pays comme l'Union des Comores. Elle se réfère à l'accumulation du produit intérieur brut (PIB) et peut être influencée par plusieurs facteurs : investissement, consommation, productivité, commerce international, politique fiscale et monétaire. Selon (Smith, 1776), la croissance économique provient de la division du travail, de l'ouverture internationale et de l'épargne. L'augmentation des facteurs de travail explique une part de la croissance (Solow, 1956). Les Comores avec un taux de croissance en recul deviennent par ce fait un pays à faibles revenus.

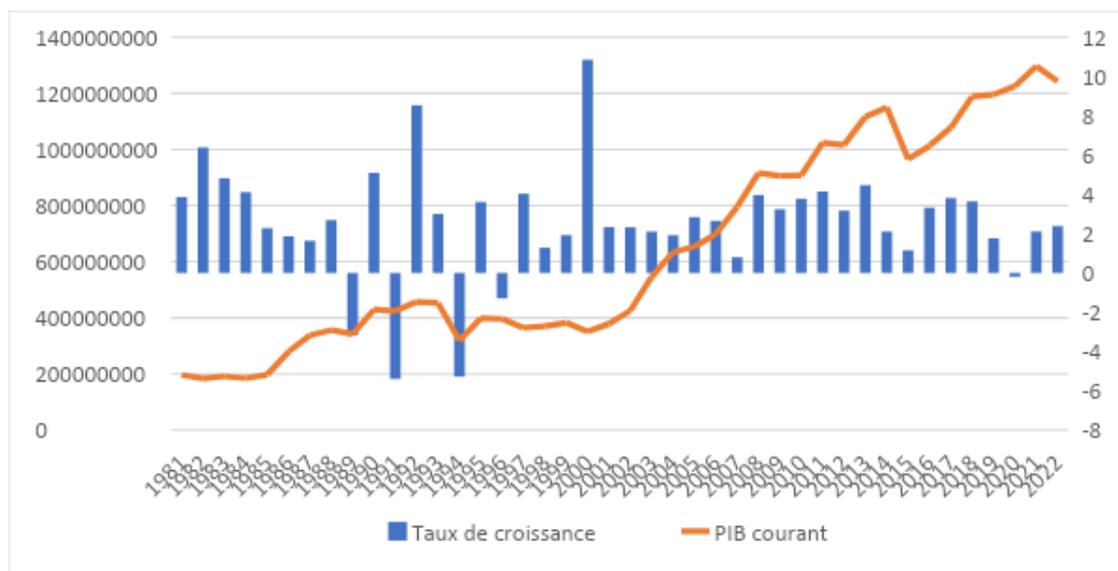


Figure 4 : Variation du taux de croissance et du PIB

Perspective Monde et Banque Mondiale (2023)

2. Méthodologie, résultats et discussions

Toute recherche scientifique repose sur une méthodologie clairement définie, dans le but de produire des résultats fiables. Cette méthodologie décrit les outils et techniques employés pour collecter et analyser les données. En revanche, les résultats offrent une synthèse des découvertes majeures et sont interprétés pour en comprendre pleinement la portée dans le contexte de la recherche menée.

2.1 Méthodes

Cette partie consiste à définir les différentes approches méthodologiques utilisées, afin de répondre à la grande hypothèse de cette étude. Cependant, nous avons effectué avant tout une documentation dans l'objectif de recueillir des informations pertinentes sur le sujet traité. Dans une recherche en science de la société, la documentation reste une étape cruciale pour identifier les ressources nécessaires, consulter les bases de données, organiser les informations et évaluer les sources d'informations récoltées.

Ainsi, une consultation des bases de données a été faite pour obtenir des informations spécifiques à l'hypothèse. Ce processus tient compte des objectifs, de l'enregistrement des données et de la validation des données. Les données sont collectées dans différents sites web, notamment celui de la Banque Mondiale, de l'Économie du pays et de la Perspective Monde. De plus, les données qui vont servir à réaliser cette analyse sont prises depuis 1980 jusqu'à 2022. Ce qui fait un échantillon de 43 pour effectuer les analyses.

Tableau 3 : Variables mobilisées

| Variable à expliquer | Variabes explicatives |
|------------------------------|--|
| Produit Intérieur Brut (PIB) | <ul style="list-style-type: none"> ● Taux de chômage (TCH) ● Dette publique (DP) |

Source : Auteur, 2023

L'étude des phénomènes économiques permet aux économistes d'examiner et de mettre à l'épreuve les théories préexistantes. Elle vise à vérifier des hypothèses ou des théories économiques. Le choix de ces variables trouve ses origines dans l'hypothèse retenue. Le produit intérieur brut (PIB) est

une variable qui nécessite une explication importante, car il s'agit d'une mesure de la productivité, du développement et de la croissance économique. Par ce fait, il est considéré comme la variable à expliquer du modèle économétrique. En outre, la gestion prudente de la dette publique favorise l'investissement durable, la stabilité économique et la flexibilité budgétaire. L'étude de celle-ci est primordiale afin d'analyser la viabilité économique et financière des îles Comores. Le taux de chômage est un indicateur de santé économique, d'impact social et de politiques publiques. Il précise si l'économie comorienne génère suffisamment d'offres de travail pour absorber la main-d'œuvre. Pour ce travail, nous allons réaliser une modélisation économétrique en utilisant le modèle de la régression linéaire multiple. Les données seront traitées dans XLSTAT.

2.2 Résultats économétriques

Les résultats économétriques font référence aux conclusions obtenues à partir de l'application de méthodes à des données empiriques. Ils permettent d'établir des relations quantitatives entre différentes variables économiques. De plus, ces résultats fournissent des preuves empiriques essentielles pour la prise de décision et l'élaboration de politiques économiques. Nos résultats vont être présentés dans différents tableaux.

Tableau 4 : Statistiques descriptives

| Variable | Observations | Minimum | Maximum | Moyenne | Ecart-type |
|----------|--------------|---------|----------|---------|------------|
| PIB | 43 | 188,000 | 1285,000 | 627,279 | 365,450 |
| TCH | 43 | 4,369 | 5,884 | 4,816 | 0,335 |
| DP | 43 | 115,000 | 441,000 | 278,500 | 77,543 |

Source : Auteur, XLSTAT, 2023

L'évolution du produit intérieur brut, qui est la variable à expliquer, est en moyenne de 627,279 sur un échantillon de 43 (1980 à 2021).

Tableau 5 : Analyse de la variance (PIB)

| Source | DDL | Somme des carrés | Moyenne des carrés | F | Pr > F | Codes de signification des p-valeurs |
|---------------|--------|------------------|--------------------|--------|---------|--------------------------------------|
| Modèle | 2,000 | 2913666,496 | 1456833,248 | 21,618 | <0,0001 | *** |
| Erreur | 40,000 | 2695590,155 | 67389,754 | | | |
| Total corrigé | 42,000 | 5609256,651 | | | | |

Codes de significativité : $0 < *** < 0.001 < ** < 0.01 < * < 0.05 < . < 0.1 < \circ < 1$

Source : Auteur, XLSTAT, 2023

Ce tableau d'analyse montre la valeur de la variance inter (1456833,248) qui est la dispersion des moyennes et de la variance intra (67389,754) qui est la dispersion des résidus. Etant donné que la probabilité associée au F est dans ce cas égale à 0,0001, cela signifie que l'on prend un risque de 0,01 % de se tromper.

Tableau 6 : Paramètres du modèle (PIB)

| Source | Valeur | Erreur standard | t | Pr > t | Borne inférieure | Borne supérieure | Codes de signification |
|--------|--------|-----------------|---|---------|------------------|------------------|------------------------|
|--------|--------|-----------------|---|---------|------------------|------------------|------------------------|

| | | | | | (95%) | (95%) | des p-valeurs |
|-----------|-----------|---------|--------|-------------------|-----------|----------|---------------|
| Constante | -1946,923 | 590,298 | -3,298 | 0,002 | -3139,960 | -753,887 | ** |
| TCH | 650,004 | 119,524 | 5,438 | <0,0001 | 408,436 | 891,571 | *** |
| DP | -1,997 | 0,517 | -3,864 | 0,000 | -3,042 | -0,953 | *** |

Codes de significativité : $0 < *** < 0.001 < ** < 0.01 < * < 0.05 < . < 0.1 < \circ < 1$

Source : Auteur, XLSTAT, 2023

La variable TCH a un effet positif, contrairement à la variable DP qui a un effet négatif sur la variable à expliquer (PIB). L'équation paramétrique du modèle est la suivante :

$$\text{PIB} = -1946,92 + 650 * \text{TCH} - 1,99 * \text{DP}$$

Tableau 7 : Coefficients d'ajustement (PIB)

| | |
|-----------------------|-------------|
| Observations | 43 |
| Somme des poids | 43 |
| DDL | 40 |
| R ² | 0,519 |
| R ² ajusté | 0,495 |
| MCE | 67389,754 |
| RMCE | 259,595 |
| MAPE | 54,606 |
| DW | 0,289 |
| Cp | 3,000 |
| AIC | 480,975 |
| AICC | 481,590 |
| SBC | 486,258 |
| PC | 0,553 |
| Press | 2928178,556 |
| Q ² | 0,478 |

Source : Auteur, XLSTAT, 2023

D'après le tableau, R² et R² sont proches, la variabilité de la variable dépendante (PIB) est expliquée à 52 % par les deux variables explicatives (TCH et DP). Le reste du pourcentage est expliqué par des facteurs inconnus.

Tableau 8 : Test de l'hypothèse de normalité des résidus (PIB) :

| | |
|----------------------|-------|
| W | 0,963 |
| P-value (bilatérale) | 0,181 |
| Alpha | 0,05 |

Source : Auteur, XLSTAT, 2023

Interprétation du test :

H₀ : Les résidus suivent une loi Normale.

H₁ : Les résidus ne suivent pas une loi Normale.

Etant donné que la p-value calculée (0,181) est supérieure au niveau de signification (seuil alpha = 0,05), on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle H₀.

2.3. Discussions

Le modèle économétrique élaboré comporte trois (3) variables, dont une variable à expliquer (produit intérieur brut) et deux variables explicatives (dette publique et taux de chômage). Étant donné la p-value associée à la statistique F (Test de Fischer) calculée dans le tableau d'analyse de la variance (tableau 5) et étant donné le niveau de significativité de 5 % choisi, l'information apportée par les variables explicatives offre une contribution significative à la prédiction de la variable dépendante par rapport à la simple moyenne.

L'affirmation de l'hypothèse dans le tableau « Test de l'hypothèse de normalité des résidus » montre que les variables explicatives sont importantes pour influencer la variable dépendante (PIB). Sur l'analyse de données consacrée à la base des sommes de carrés du type III, les variables « dette publique (DP) » et « taux de chômage (TCH) » apportent de l'information typique pour expliquer la variabilité de la variable dépendante.

La gestion prudente de la dette publique peut avoir des avantages sur la croissance du produit intérieur brut. En favorisant l'investissement dans les infrastructures, la stabilité économique et l'éducation, la dette publique peut contribuer à stimuler la croissance économique et donc à avoir un impact positif sur le PIB. L'étude scientifique de (Abdelouahab & Omar, 2021) en DJIBOUTI a conclu que « la dette publique, comme principale source de financement de l'économie, a un impact positif et statistiquement significatif sur la croissance économique ». Nonobstant, plusieurs auteurs ont montré que la dette publique influe négativement sur la croissance du produit intérieur brut. On peut lire dans l'article de (Ben Ltaief, 2014) que la dette publique « réduit l'épargne disponible, augmente les taux d'intérêt ou réclame une diminution des dépenses publiques productives et/ou une augmentation des impôts ». (Reinhart & Rogoff, 2010) affirment, sur une étude faite entre 1790-2009 dans 44 pays (développés et en développement), qu'il n'y a pas de lien crédible entre la dette publique et la croissance économique. Pour eux, la hausse de l'endettement public peut ralentir la croissance économique et entraîner une diminution du PIB. Par ailleurs, (Clements et al., 2003) estiment que la dette publique peut avoir un effet bénéfique sur la croissance tant qu'elle reste en deçà d'un certain seuil ; au-delà de ce seuil, elle exerce un impact défavorable sur l'économie.

Le taux de chômage a un impact positif sur le produit intérieur brut dans l'équation paramétrique du modèle (PIB). Par contre, une augmentation du PIB est associée à une diminution du taux de chômage, car une économie en croissance crée plus d'emplois. Une étude faite par Jean-François, V. (2007) suivant la loi d'OKUN prouve qu'une augmentation du taux de croissance de 1% entraîne une baisse du taux de chômage. Ce taux de chômage bas favorise la croissance économique en permettant une augmentation plus efficace de la production de biens et de services grâce à une main-d'œuvre pleinement employée. En plus, il encourage la consommation intérieure, car les individus ayant un emploi ont un pouvoir d'achat plus élevé, ce qui contribue à la croissance économique du pays. Un faible taux de chômage peut aussi générer des ressources supplémentaires pour d'autres investissements. Toutefois, la croissance économique inégalement répartie, combinée à l'afflux de nouveaux travailleurs sur le marché, peut également entraîner une hausse du chômage à court terme (Blanchard & Fitoussi, 1998). Parallèlement, l'automatisation et l'intégration des nouvelles technologies dans les processus de production peuvent accroître la productivité, tout en augmentant temporairement le chômage en raison du remplacement des travailleurs et du décalage des compétences (Mendez & Rajhi, 2001).

Etant donné le R^2 , 52% de la variabilité de la variable dépendante (PIB) est expliqué par les deux variables explicatives. En effet, une hausse de 1% du taux de chômage pourrait indiquer une dynamique où certains secteurs produisent plus malgré une réduction des embauches, tandis qu'une augmentation de la dette publique pourrait refléter l'inefficacité des dépenses publiques. Cependant, les Comores doivent diversifier ses activités économiques. Cette diversification présente plusieurs avantages économiques comme la réduction de la dépendance de certains secteurs, la stabilité économique, la création d'emplois, l'innovation, la réduction des inégalités, l'accès à des nouveaux marchés, la résilience aux chocs extérieurs et le développement durable. Il est aussi nécessaire d'investir dans l'éducation, la formation professionnelle et la technologie pour que l'économie Comorienne soit résiliente.

3. Conclusion

L'intérêt de notre recherche était d'analyser les défis économiques auxquels les Comores sont confrontées afin d'évaluer la résilience économique du pays. Néanmoins, l'analyse approfondie des défis économiques aux Comores met en évidence plusieurs facteurs importants ayant un impact sur la croissance du PIB. Parmi eux, le taux de chômage persistant des jeunes aux Comores constitue un problème majeur. Cette mévente encombrée trouve ses racines dans diverses causes, notamment une éducation inadéquate qui ne répond pas aux exigences du marché du travail et un manque d'opportunités entrepreneuriales et d'emploi formel. Par conséquent, il est nécessaire de stimuler l'investissement à la fois national et étranger pour engendrer de nouvelles perspectives d'emploi et soutenir la croissance.

Les défis liés à la dette publique demeurent préoccupants aux Comores. Il est impératif d'assurer une gestion publique efficace afin de consolider le cadre économique du pays. L'omission de cette responsabilité pourrait conduire à des répercussions économiques telles qu'une dépendance accrue aux marchés financiers et une détérioration de la solvabilité. Néanmoins, il est essentiel de mettre en œuvre une politique budgétaire prudente, en veillant à ce que les emprunts soient utilisés de manière judicieuse pour financer des projets d'investissement productifs qui favorisent la croissance économique et génèrent des revenus futurs. Cette approche peut renforcer la capacité du pays à rembourser sa dette et à créer un environnement favorable à une croissance soutenue.

Les résultats de l'analyse économétrique réalisée dans cette étude soutiennent la théorie selon laquelle une croissance du produit intérieur brut (PIB), conjuguée à une bonne gestion de la dette publique et à un faible taux de chômage, peut entraîner la résilience économique des Comores. Le modèle est expliqué à 52% par les variables explicatives, avec une p-value de 16% supérieure au seuil de risque (5%). Ces facteurs contribuent à renforcer la capacité des Comores à résister aux chocs économiques internes et externes, incitant ainsi la stabilité et le développement économique. Cependant, d'autres facteurs externes peuvent contribuer à expliquer le reste du modèle (48%).

Force est de constater que l'hypothèse principale de cette étude est affirmée. Toutefois, la diversification économique est impérative pour réduire la dépendance à l'égard des secteurs économiques vulnérables et stimuler une croissance plus équilibrée et résiliente. Ainsi, la résilience économique des Comores dépendra en grande partie de la capacité du pays à mettre en œuvre des politiques économiques efficaces et à s'adapter aux défis économiques changeants auxquels il est confronté.

Références bibliographiques

- Abdelouahab, M., & Omar. (2021). La dette publique extérieure de Djibouti : Soutenabilité et impact sur la croissance économique. *DROFE*, 17, 21.
- Adjimaël, H. (2020). Situation de crise et résilience sociale aux Comores. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 282, 437-464.
- Andilyat, M., Ramadhoini, A., Riera, B., Roger, E., & Faramalala, M. (2022). Inventaire floristique de l'île de Ngazidja, archipel des Comores. In J.-P. Profizi, S. Ardila-Chauvet, C. P. Billot, M. Couteron, T. Delmas, P. Hanh Diep, K. Grandcolas, A. Muller, S. Kokou, H. Rana, Ranarijaona, & B. Sonke (Éds.), *Biodiversité des écosystèmes intertropicaux* (1^{re} éd., p. 391-404). IRD Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.41674>
- Anriddine. (2023). Employment Crisis in Comoros and Importance of Training: Analysis and Prospects. *American Journal of Arts and Human Science*, 2(2), 24-32.
- Bachir, A. (2023). Les enjeux du développement économique aux Comores. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique*, 1(5), 782-788.
- Ben Ltaief, L. (2014). Dette publique et croissance économique : Investigation empirique pour la zone euro, l'Union européenne et les pays avancés. *L'Actualité économique*, 90(2), 79-103.
- Blanchard, O. J., & Fitoussi, J. P. (1998). Croissance et chômage. La Documentation française. *La Documentation française*, 99.
- Clements, B., Bhattacharya, R., & Nguyen, T. Q. (2003). External debt, public investment, and growth in low-income countries. *IMF Working Paper*, 3(249), 25.
- Denis, O., Kaboré, M., & Kienou, B. (2007). Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : Une approche en termes de consommation d'énergie. *Mondes en développement*, 35(140), 64-84.
- Dominic, D. (2018). Économie des conflits : Revue de la littérature et guide à l'intention des acteurs de l'aide extérieure. *Revue d'économie du développement*, 26(4), 45-25.
- Duval, R., & Vogel, L. (2008). Résilience économique aux chocs : Le rôle des politiques structurelles. *Revue économique de l'OCDE*, 1(44), 211-251.
- Ghislain, D. (2018). Chapitre 8. La théorie macroéconomique de John Maynard Keynes. In D. Ghislain (Éd.), *Histoire de la pensée économique* (p. 271-321). Dunod. v
- Gwénaël. (2019). Géographie inégalitaire des services publics et aménagement du territoire. *Population & Avenir*, 5(745), 4-8.
- Joël, J. (1998). *Introduction à la macroéconomie* (2^e éd.). De Boeck & Larcier s.a.
- Julien, G., & De Ubeda, A.-A. (2022). Conflit Russie—Ukraine : Quelles conséquences sur les économies africaines ? *FERDI Notes brèves / Policy briefs*, 233, 2275-5055.
- Kumhof, M., & Rancière, R. (2010). Inequality, leverage and crises. I. *MF Working Papers, Document de travail 10/268*. <https://doi.org/9781455210756/I018-5941>
- Lelart, M. (2007). Le père du microcrédit honoré par le prix Nobel...de la paix. *Dalloz, Revue d'économie politique*, 2(117), 197-208.
- Mendez, R., & Rajhi, T. (2001). Croissance, intégration économique et chômage. *Revue économique*, 52, 541-551.
- Milton, F. (1976). *Inflation et Systèmes monétaires*. (5^e éd.). Calmann-Lévy.

- Paul, C. (2007). *The bottom billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it*. Oxford University Press.
- Rajan, R. G. (2010). *Fault Lines: How Hidden Fractures Still Threaten the World Economy*. Princeton University Press.
- Reinhart, M. C., & Rogoff, K. S. (2009). *This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly*. Princeton University Press.
- Reinhart, M. C., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a Time of Debt. *American Economic Review: Papers & Proceedings*, 100, 573-578. <https://doi.org/10.1257/aer.100.2.573>
- Sen, A. K. (1993). Capability and Wellbeing. In *The Quality of Life* (M. Nussbaum, A. Sen, p. 30-53). Oxford : Clarendon Press.
- Smith, A. (1776). *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Economica.
- Solow, R. M. (1956). A Contribution to the theory of Economic Growth. *he quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- Stéphane, C., Elise, H., & Yannick, H. (2017). *Prévenir la pauvreté par l'emploi, l'éducation et la mobilité*. Dans notes du conseil d'analyse économique. 40, 1-12. <https://doi.org/10.3917/ncae.040.000>
- Stiglitz, J. E. (2012). *The price of inequality: How today's divided society endangers our future*. W.W Norton and company.